



Luxembourg, le 15 juin 2011

**A Mesdames les Présidentes et à Messieurs
les Présidents d'un Comité d'école**

**Concerne: Assurance responsabilité civile en cas de dégâts matériels causés par les élèves
sous la garde du personnel des écoles relevant du Ministère de l'Éducation
nationale et de la Formation professionnelle.**

Madame la Présidente,
Monsieur le Président,

En guise d'introduction, il y a lieu de rappeler qu'il va de soi que, dès qu'un élève subit un dommage corporel ou un dommage coporel et matériel sous la surveillance d'un instituteur, une déclaration doit être faite à l'assurance-accidents par le biais de l'administration communale concernée. En vertu du règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 concernant l'assurance-accidents dans le cadre de l'enseignement précoce, préscolaire, scolaire et universitaire, les accidents scolaires sont assimilés aux accidents de travail et l'Association d'assurance contre les accidents indemnise les élèves et les intervenants victimes d'accidents scolaires. Cette indemnisation porte sur le dommage corporel en entier et sur le dommage matériel accessoire éventuel.

Veuillez trouver ci-dessus la procédure à suivre en cas de dommage matériel causé par un élève à un autre élève ou à un tiers sous la garde d'un membre du personnel des écoles relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

- 1) Lors d'un sinistre comprenant un dommage tel que décrit ci-dessus, il faut remplir une déclaration de sinistre (modèle en annexe).
- 2) La déclaration signée et datée est à envoyer dans les meilleurs délais à l'adresse suivante:

Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
Service de l'enseignement fondamental
c/o Monsieur Pascal JOHANNIS
29, rue Aldringen
L-2926 Luxembourg.

- 3) Le Service de l'enseignement fondamental transmettra la déclaration au Service national de la sécurité dans la Fonction publique du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Il y a lieu de relever qu'une demande d'indemnisation ne peut se faire qu'en cas de dommage causé par un élève à quelqu'un d'autre pendant qu'il était sous la surveillance d'un membre du personnel des écoles relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.


Pour toute question concernant cette procédure, Madame Véronique KRIER est à votre disposition (n° tél : 247 85254 ; e-mail : veronique.krier@men.lu)

Veuillez faire distribuer la présente circulaire à tous les membres du personnel de votre École.

Tout en vous remerciant d'avance pour votre précieuse collaboration, nous vous prions de croire, Madame la Présidente, Monsieur le Président, en l'expression de notre parfaite considération.



Mady Delvaux-Stehres
Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle



Octavie Modert
Ministre de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

Copie :

- A Monsieur l'Inspecteur général de la Fonction publique
- Aux membres de l'inspection de l'enseignement fondamental
- Aux administrations communales et syndicats scolaires intercommunaux